Plan de classement

- Ministère de l'Agriculture (fonds d'archives)
  - Tous services
  - Bureau des accords commerciaux
  - Service de la main-d'œuvre agricole et de l'immigration
  - Comité pour l'étude de l'intégration des réfugiés espagnols dans l'agriculture française
  - Comité consultatif des épizooties
  - Organismes du temps de la Seconde Guerre mondiale
  - Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
  - Inspection générale de l'agriculture
  - Direction générale de l'administration
  - Direction générale de l'enseignement
  - Direction des affaires sociales
  - Direction de la qualité
  - Direction de la production et des échanges
  - Direction de l'aménagement
  - Direction des forêts

Ministère de l'Agriculture (fonds d'archives)

Date :
1808-1992

Description physique :
Nombre d'unités de niveau bas : 42
Genre/Carac. phys. : Document d'archives

Nature du contenu : Recherche détaillée

Présentation du contenu :
Le ministère de l'Agriculture, créé à la fin du XIXe siècle, et les administrations qui l'ont précédé - souvent au sein d'autres ministères - ont produit des archives de premier plan pour l'histoire des migrations dans les campagnes françaises. En effet, les migrations liées au monde agricole et plus largement à l'espace rural depuis la Révolution française n'ont cessé de gagner en importance pour culminer dans la période 1920-1950. L'intervention de l'État pour stimuler, contrôler ou limiter ces mouvements se fait surtout sentir à partir de la Première Guerre mondiale. Jusqu'au dernier tiers du XIXe siècle, seules les affectations aux travaux agricoles de prisonniers de guerre ou de réfugiés et le contrôle des travailleurs saisonniers aux frontières font réellement l'objet d'une production administrative significative. L'intensification de l'exode rural et de l'immigration dans les années 1880-1890 puis les conséquences de la Guerre 1914-1918 conduisent l'État à accroître son intervention dans le domaine des migrations agricoles (ravitaillement, pénurie de main-d'œuvre, dépeuplement des campagnes...). Cette implication accrue des pouvoirs publics est perceptible dans les archives produites par l'administration. Dans les années 1920, le ministère de l'Agriculture participe à l'élaboration des traités bilatéraux avec les pays d'émigration et ses services favorisent la prospection, notamment en Europe orientale, pour le recrutement de candidats à l'émigration pour les campagnes françaises. Cette volonté de contrôler les migrations de travail - qui pendant l'entre-deux-guerres se transforment dans certaines régions du Sud en migrations de repeuplement (comités de retour à la terre) - se concrétise avec la mise en place du service de la main-d'œuvre agricole (introduction de travailleurs étrangers, contrôle des contrats de travail et des vaccinations...) et à la participation du ministère de l'Agriculture aux différentes instances en charge de l'immigration (Commission interministérielle permanente de l'immigration, Conseil national de la main-d'œuvre...). Dans les années trente, l'agriculture reste d'ailleurs relativement épargnée par les lois de limitation de la main-d'œuvre dans l'économie française et demeure un secteur "refuge" pour les étrangers sans travail dans l'industrie. Les services de l'État incitent aussi le "reclassement" des réfugiés dans les campagnes : Arméniens et Russes dans les années 1920, apatrides et Espagnols dans les années 1930 (voir par exemple les archives du Comité pour l'étude de l'intégration des réfugiés espagnols dans l'agriculture française) puis réfugiés français et étrangers en 1939-1940 (ce mouvement "ruraliste" s'intensifie sous le régime de Vichy, notamment avec les chantiers ruraux). Dans les années 1950-1960, le même processus préside à l'orientation des rapatriés vers les terres dépeuplées ou inexploitées du Sud de la France (voir notamment les archives de l'Association nationale de migrations et d'établissements ruraux). Plus largement, après l945, l'immigration dominante de l'avant guerre (italienne, espagnole et polonaise) se poursuit mais rapidement les migrations saisonnières de Portugais puis de Maghrébins dans les exploitations maraîchères et fruitières prennent le relais. Les archives produites par la direction des affaires sociales et par la direction de l'aménagement témoignent de la diversité des statuts des immigrés dans l'agriculture depuis la Seconde Guerre mondiale (exploitants, salariés permanents, saisonniers...).
Les fonds du ministère de l'Agriculture touchant à l'immigration sont beaucoup plus riches que ne l'indiquent les seuls dossiers référencés ici à partir des informations extraites des instruments de recherche des Archives nationales ou des quelques dépouillements effectués. Ces dossiers constituent bien évidemment une première base de repères mais n'ont aucun caractère exhaustif.

Conditions d'accès : Archives publiques

Sources complémentaires :
A l'échelon national, consulter les fonds des établissements publics agricoles (Ecole nationale supérieure agronomique de Rennes, Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, Institut national agronomique de Paris-Grignon).
A l'échelle des régions et des départements, consulter les fonds des préfectures, des Directions régionales de l'agriculture, des Directions départementales de l'agriculture, des Chambres d'agriculture et des établissements locaux d'enseignement agricole.

Documents séparés :
Plusieurs études portant sur les étrangers dans l'agriculture française ont été publiées au cours de la première moitié du vingtième siècle, notamment des thèses soutenues dans les facultés de Droit et des enquêtes diligentées par les services ministériels. Ces publications constituent aujourd'hui une source de renseignements sur les aspects juridiques, législatifs et économiques de l'immigration agricole, en particulier pendant l'entre-deux-guerres, mais aussi un témoignage sur les représentations dont sont l'objet les étrangers dans les campagnes françaises de la part des pouvoirs publics et de l'opinion. Ces publications sont disponibles à la Bibliothèque nationale de France et, en partie au Pôle rural de l'Université de Caen-Basse-Normandie qui conserve le fonds de la Bibliothèque ancienne du ministère de l'Agriculture. Outre la sélection d'ouvrages présentée ici, il convient de se reporter aux publications du Service de la main-d'œuvre agricole et de l'immigration présentées au niveau de ce service.
Blanchard (Émile), *La Main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture française*, thèse de sciences économiques et politiques, Université d'Aix-Marseille, Paris, Rivière, 1913.
Chassevent (L.) *Appel à la main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture française*, thèse de sciences économiques, Université de Paris, Paris, Rousseau, 1919.
Lamy (Lucien), *Les Étrangers et la législation française sur les retraites ouvrières et paysannes*, Marseille, Imprimerie marseillaise, 1922.
Peyret (Henry), *L'immigration de la main-d'œuvre agricole italienne en Gascogne*, thèse de sciences économiques et politiques, Université de Bordeaux, Bordeaux, Cadoret, 1928.
Marcel-Rémond (G.), *L'Immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France*, Paris, Dalloz, 1928.
Papault (André), *Le Rôle de l'immigration agricole étrangère dans l'économie française*, thèse de droit et sciences économiques, Université de Paris, Paris, Giard, 1933.
Conseil national de la main-d'œuvre, *Rapport présenté par M. Beckerich, secrétaire général adjoint du Conseil national de la main-d'œuvre, sur l'immigration agricole en 1938*, sl, sd.
Conseil universitaire de la recherche sociale, Demangeon (Albert), Mauco (Georges), *Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française*, Paris, Hermann, 1939.
Carrié (Jean), "Les Agriculteurs étrangers en France", *Revue du ministère de l'Agriculture*, sd [ca 1946-1960].

Bilbiographie :
Hubscher (Ronald), *L'Immigration dans les campagnes françaises. XIXe-XXe siècle*, Paris, Odile Jacob, 2005.

Autres données descriptives :
Commentaire
Les fonds du ministère de l'Agriculture sont présentés ici par services producteurs et selon l'ordre chronologique des dossiers.

Organisme : Archives nationales, site de Paris (Paris, France)Archives nationales, site de Fontainebleau (Fontainebleau, Seine-et-Marne, France)

Mots-clés
Typologie Recherche détaillée
Personne (physique ou morale) Ministère de l'Agriculture (Paris, France)